

On m'a répondu que j'avais le choix d'inscrire cette question au *Feuilleton* ou de la soulever au moment de l'ajournement. J'ai aussi posé une question complémentaire qui se lit comme il suit:

Le ministre envisagerait-il de confier la direction du projet à M. Givens, ancien maire de Toronto et actuellement député d'York-Ouest? Sinon, la politique du logement pourrait devenir une charade.

J'ai posé ces questions parce que dès 1953, le gouvernement fédéral et le gouvernement ontarien acquéraient 1,662 acres de terrains lotis à l'angle des chemins Sheppard et Markham dans le canton de Scarborough, pour la construction de logements sociaux à bas prix. En 1954, le gouvernement ontarien annonçait qu'il y construirait 5,000 maisons. Quinze ans plus tard, il n'y a pas une seule maison sur ce terrain. Le 12 janvier 1967, M. Randall, pour le compte du gouvernement ontarien, annonçait que les travaux commenceraient sans retard. Rien n'a encore été fait. Le 28 août 1968, M. Randall a dit, comme on a pu le lire dans le *Globe and Mail*:

Le temps est maintenant venu de mettre en valeur la région (de Malvern) ... Des égouts, des conduites d'eau et des routes dans le voisinage immédiat. Notre associé, la Société centrale d'hypothèques et de logement est maintenant tout à fait d'accord pour poursuivre le programme, de même que la municipalité de Scarborough, et nous allons nous y mettre le plus rapidement possible.

C'était le 28 août. D'après les dernières nouvelles, les travaux commenceront en janvier 1969. C'est pourquoi j'ai demandé un rapport au ministre des Transports (M. Hellyer) qui est responsable de l'habitation.

Trente mille maisons nouvelles publiques et privées pourraient être bâties sur ce terrain. Le programme du gouvernement de l'Ontario relatif à la propriété des maisons pourrait être mis en œuvre en ce qui concerne ce projet. Étant donné la crise aiguë du logement qui sévit à Toronto, particulièrement en ce qui concerne les logements publics, ce projet aiderait à améliorer la situation.

Il y a quelques moments, j'ai dit au ministre que l'ancien maire de Toronto, maintenant député d'York-Ouest (M. Givens), pourrait être chargé des responsabilités fédérales en matière de logement. Jusqu'ici, l'ancien maire a eu des difficultés à mettre ses talents administratifs en œuvre à Ottawa. C'est le maire qui a déclaré la semaine dernière au comité des finances, que ce comité était une charade. Je n'ai pas envie d'entendre l'ancien maire de Toronto déclarer que la politique du gouvernement fédéral en matière d'habitation est une charade.

J'avais espéré que le ministre chargé du logement serait présent pour donner une réponse complète, mais je suis certain que l'honorable

représentant qui répondra traitera convenablement de la question. C'est pour cette raison que je n'ai pris que cinq minutes, pour lui donner plus de temps pour traiter de cette question importante.

M. Stanley Haidasz (secrétaire parlementaire du ministre de la Consommation et des Corporations): Monsieur l'Orateur, j'espère que les renseignements que m'a transmis le cabinet du ministre des Transports (M. Hellyer) éclairciront un peu les choses au sujet du projet d'habitation Malvern dont le député de Broadview (M. Gilbert) vient de parler. Le député sait sûrement que les terrains de Malvern ont été achetés par les deux gouvernements et qu'une étude établissant le caractère pratique du projet a été parrainée conjointement par les gouvernements fédéral et provincial en 1967. Des experts conseils ont ensuite été chargés en mars 1968 de préparer un projet de développement. Pourvu qu'un plan de lotissements soit enregistré d'ici le milieu de l'année 1969, on prévoit que l'installation des services commencera avant la fin de la même année. Les experts conseils sont chargés de penser les services et de surveiller leurs installations. La construction des maisons elles-mêmes devrait commencer tout de suite après l'installation des services. J'aimerais donner aux députés l'assurance que les travaux concernant les terrains de Malvern se poursuivent de façon régulière. A mon avis, ce projet aura beaucoup de succès.

Je tiens aussi à signaler aux députés que les capitaux destinés à construire des maisons pour les Canadiens ne cessent de s'accroître. Au début de la semaine, le président de la Société centrale d'hypothèques et de logement a dit, lors d'une conférence sur la construction de maisons tenue à Toronto, que le nombre total de mises en chantiers au Canada atteindra cette année le chiffre record de 190,000, contre 164,123 l'an dernier. C'est là une bonne nouvelle, puisqu'on prévoyait 175,000 mises en chantier pour 1968.

Les mises en chantier dans les villes, au cours des 11 mois écoulés, se chiffrent en tout à 147,076, soit 19.5 p. 100 de plus que pendant la période correspondante de l'an dernier. En ma qualité de représentant d'une circonscription torontoise, je suis très heureux de constater qu'au cours des 11 premiers mois de cette année, on a fait 34,207 mises en chantier dans le Grand Toronto. Ce chiffre dépasse déjà le nombre record signalé en 1965.

Qui plus est, je crois que de plus belles réalisations encore s'accompliront dans le domaine de l'habitation, quand le ministre des Transports mettra en pratique certaines des excellentes propositions qui ont été faites au groupe fédéral d'étude de l'habitation.